

La logique des mots

OPINION

L'incorporation des terres russes occidentales dans un Etat unitaire n'a pas été simplement le résultat de décisions politiques et diplomatiques. Elle était sous-tendue par une foi commune, des traditions culturelles partagées et – je voudrais le souligner une fois de plus – la similitude linguistique.

Vladimir Poutine, «Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens», 21 juillet 2021

Que vient faire la langue dans la géopolitique? Comprendre la vision du monde de Vladimir Poutine suppose qu'on s'intéresse de près à cette question, qui attire peu l'attention en Europe occidentale, à l'exception de la Catalogne. Le russe et l'ukrainien sont des langues différentes mais proches, comme sont proches l'espagnol et l'italien, mais moins que le tchèque et le slovaque, langues officielles de deux Etats différents, moins encore que le serbe et le croate, pratiquement identiques.

Après des siècles d'interdiction et de répression de la langue ukrainienne dans la Russie tsariste, puis de russification des normes de l'ukrainien sous Staline, l'immense majorité des citoyens ukrainiens sont bilingues, ou du moins comprennent parfaitement l'autre langue. Beaucoup d'entre eux parlent un mélange des deux langues, appelé le *surzhyk*, ou passent d'une langue à l'autre en fonction des interlocuteurs ou de la situation. Il est donc impossible de faire des statistiques fiables sur la répartition des langues, même si la question de la langue fait partie des recensements de population. Le gouvernement ukrainien a peut-être été maladroit d'imposer l'ukrainien comme seule langue officielle et de transformer le russe en langue étrangère au même titre que l'anglais, ce qui a profité à la démagogie poutinienne qui a argumenté sur la «répression» dont seraient victimes les «Russes» en Ukraine. Or «les Russes» en Ukraine ne sont pas «des Russes». Une nuance sémantique fondamentale doit être prise en compte: en Europe orientale, certains pays font



PATRICK SÉRIOT
PROFESSEUR HONORAIRE DE LINGUISTIQUE SLAVE,
UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

une différence entre «nationalité» et «citoyenneté». La citoyenneté est l'appartenance à un Etat (définition politique, non essentielle), la nationalité est une identité ethnique (essentielle, inaliénable). La nationalité se définit, entre autres, par la langue. Sur les papiers d'identité soviétiques était inscrite la «nationalité»: russe, ouzbèke, lettone, juive, ukrainienne... En 1975, Alexandre Soljenitsyne a été privé de sa citoyenneté soviétique, mais les sbires du KGB n'auraient jamais eu l'idée de le priver de sa nationalité russe, idée dénuée de sens. Cette double appartenance subsiste dans la Russie post-soviétique (même si elle n'est plus mentionnée sur les papiers d'identité), mais pas en Ukraine, où tous les citoyens sont ukrainiens au même titre que ceux dont la langue maternelle est le hongrois ou le roumain.

Dans cette logique du point de vue russe, les Suisses romands, parce qu'ils sont francophones, sont des citoyens helvétiques de nationalité française, qui rêveraient de réintégrer un jour la mère patrie, comme les Tessinois des citoyens helvétiques de nationalité italienne, injustement séparés de la mère patrie, logique irrédentiste. A l'inverse, les Bretons, les Basques et les Alsaciens sont, toujours de ce point de vue, des citoyens français, de nationalité bretonne, basque ou alsacienne.

Cette définition de l'identité, ou appartenance d'un individu à un groupe, remonte à l'opposition entre la définition française jacobine, politique, de la nation, et la définition allemande, romantique,

culturelle, d'où la différence entre *Gemeinschaft* (essentielle, naturelle) et *Gesellschaft* (superficielle, non essentielle) (un thème récurrent de l'idéologie *völkisch* au début du XXe siècle).

Toute comparaison doit être maniée avec précaution, mais une s'impose: en 1938 pour Hitler les citoyens tchécoslovaques de langue allemande étaient «des Allemands», dont le territoire (les Sudètes) devait revenir dans le giron de la nation. Pour Poutine, les citoyens ukrainiens de langue maternelle (ou principale) russe sont «des Russes» avant d'être des citoyens ukrainiens. Il est donc logique, dans cette idéologie déterministe, que le territoire où ils sont en majorité revienne à la mère patrie, dont ils n'auraient jamais dû être séparés. Mais cette logique a un prix: le mépris total de tout choix démocratique, de toute autodétermination, puisque, dans ces conditions, l'individu n'existe pas en dehors du groupe auquel il est censé appartenir: la «nation» au sens ethnique.

Le discours de Poutine n'est pas raciste (au sens biologique), mais ethnociste. Or, au final, la différence n'est pas grande, puisque pour lui la démocratie n'est qu'une faiblesse décadente, un facteur de division, et que seul compte le déterminisme ethnique. Chauvinisme, xénophobie et mépris du droit en sont l'expression la plus manifeste.

Quand Poutine prétend défendre ce qu'il appelle «nos concitoyens» ou «nos compatriotes» opprimés en Ukraine, il est indispensable de décoder ces mots démagogiques dont le sens premier a été détourné. Considérer que l'appartenance ethnique prime sur l'appartenance citoyenne est une idéologie politique dangereuse, qui repose sur l'idée de pseudo-naturalisme, à savoir que tout russophone, quelle que soit sa citoyenneté, est en même temps redevable de son être profond à l'Etat russe. La Lettonie (membre de l'UE), où réside une importante minorité russophone, sera-t-elle la prochaine cible de la reconstitution de l'Empire soviétique? La fragile Moldavie, presque bilingue, n'est-elle pas encore plus en danger? ■

Conseil fédéral: une réaction trop lente face à la crise

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN

Avec un sens aigu de l'anticipation, le Département des affaires étrangères et celui de la défense ont publié le 23 février dernier un document d'orientation sur la neutralité. Ce texte n'est encore disponible qu'en allemand. Il doit servir entre autres à clarifier le débat sur l'élection de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. On y lit que «dans de nombreux cas, la Suisse reprend les sanctions décidées par l'UE» mais se réserve aussi d'examiner l'application de ces mesures de cas en cas. La neutralité, dit encore ce texte, «ne saurait limiter le droit d'exprimer librement ses positions au sein des organisations internationales ni celui de s'engager activement en faveur du respect et de la promotion des valeurs fondamentales de la Suisse – la démocratie, l'Etat de droit et les droits humains» (et la solidarité?).

La théorie est donc à jour; il reste à adapter la pratique, ce qui paraît laborieux à voir les difficultés éprouvées par le Conseil fédéral à définir sa politique de sanctions envers la Russie. Suite à l'agression contre l'Ukraine, il paraît invraisemblable que le Conseil fédéral ait été surpris par la tournure des événements: pourtant c'est l'impression qu'il donne et que confirme pour sa part le conseiller fédéral Ueli Maurer. Ou bien les services de renseignement et la diplomatie ont manqué de flair, ou bien les informations disponibles ont été mal évaluées par les hauts responsables, l'état-major du Conseil fédéral ou les ministres eux-mêmes. Faute de préparation adéquate, ce dysfonctionnement a entraîné des prises de position inadéquates, mal assurées du point de vue politique et nuisibles à l'image du pays.

Au lieu de conduire, le Conseil fédéral est à la traîne. Les commissions de gestion devraient jeter un regard critique sur les méthodes de travail du Conseil fédéral. Gouverner c'est prévoir. Or l'erreur d'appréciation initiale a ouvert la porte à des appels publics tant de l'Union européenne que des Etats-Unis, sans compter les démarches diplomatiques à Berne et dans certaines capitales dont on n'a pas fait état. A quoi s'ajoutent à l'interne les pressions du monde politique sur le Conseil fédéral, qui paraît avoir sous-estimé l'émotion et la détermination de la population.

Indépendamment de la question des sanctions, l'agression russe comporte des aspects de politique de sécurité sur lesquels l'opinion publique attend également que le Conseil fédéral prenne position. S'abriter derrière une offre générale de bons offices n'est pas suffisant: dans les circonstances actuelles, on voit mal sur quoi elle pourrait déboucher. S'il s'agit d'accueillir une conférence internationale, c'est de la diplomatie hôtelière qui ne requiert pas de grands apports de la Suisse. Tout au plus pourrait-on envisager que Berne accepte un mandat de protection diplomatique en cas de rupture des relations diplomatiques entre un Etat et la Russie, si les deux parties le lui demandent. C'est une forme de bons offices non négociable, mais qui ne saurait empêcher la Suisse d'afficher une position claire dans la défense de ses intérêts propres.

Malheureusement, l'heure n'est pas à la diplomatie mais à l'escalade militaire et il faut y préparer le pays. L'architecture de sécurité européenne, à laquelle notre pays a apporté sa contribution dès les années 1970, est détruite. La Suisse n'a pas de mandat de la communauté internationale qui l'inciterait à rester en dehors d'un conflit qui touche véritablement à ses valeurs fondamentales: elle doit assumer d'elle-même le devoir de solidarité qui lie les démocraties entre elles face à l'assaut des régimes autoritaires – sans attendre que ses partenaires aient à le lui rappeler. Elle doit d'autant plus se profiler dans les questions de politique de sécurité qu'elle aspire à prendre de nouvelles responsabilités «pour la paix et la sécurité internationales» au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. La réponse gouvernementale sur le plan de l'aide humanitaire et de l'accueil aux réfugiés a été heureusement davantage à la hauteur des circonstances, dans la tradition du pays. ■

L'avenir volé de la Russie

OPINION

Le président russe Vladimir Poutine a fait son choix. Il a amené la guerre en Ukraine. C'est un moment décisif pour l'Europe. Pour la première fois depuis les guerres des Balkans des années 1990, qui se sont limitées à la région de la Yougoslavie à l'heure de sa désintégration, le continent est une fois de plus confronté à des bombardements de villes et à des divisions de chars en mouvement. Sauf que cette fois-ci, c'est une superpuissance nucléaire qui a ouvert les hostilités.

En ordonnant une invasion, Poutine affiche un mépris éhonté à l'encontre des traités internationaux et du droit international. Il n'y a pas eu d'événement comparable en Europe depuis Hitler. Selon les dernières déclarations de Poutine, l'Ukraine n'a aucun droit d'exister en tant qu'Etat souverain – même si elle est membre des Nations unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe – et même si la Russie elle-même (sous Boris Eltsine) a reconnu l'indépendance du pays.

Poutine affirme à présent que l'Ukraine est une partie inséparable de la Russie. Quelle que soit l'opinion de la majorité des Ukrainiens, la grandeur de la Russie et son prestige international sont tout ce qui compte. Mais ne nous méprenons pas: Poutine veut davantage que l'Ukraine. Sa guerre concerne l'ensemble du système européen, qui repose avant tout sur l'inviolabilité des frontières. En cherchant à redessiner la carte par la force, il espère renverser le projet européen et rétablir la Russie comme puissance prééminente, du moins en Europe de l'Est. Les humiliations des années 1990 sont sur le point d'être effacées, la Russie accédant une nouvelle fois au rang de puissance mondiale, à égalité avec les Etats-Unis et la Chine.

Selon Poutine, l'Ukraine n'a aucune tradition de statut étatique et est devenue un simple outil de l'expansionnisme américain et de l'OTAN, ce qui représente une menace pour la sécurité de la Russie. Dans un discours bizarre prononcé la veille de l'assaut de ses troupes de l'autre côté de la frontière, Poutine est même allé jusqu'à déclarer que l'Ukraine tente d'acquiescer des armes nucléaires. En fait, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée au début des années 1990, l'Ukraine – qui abritait à l'époque le troisième arsenal nucléaire mondial – a cédé ses armes nucléaires à la Russie avec le soutien diplomatique actif des Etats-Unis «maléfiques».

L'Ukraine a agi en ce sens parce qu'elle avait



JOSCHKA FISCHER
ANCIEN MINISTRE ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET VICE-CHANCELIER DE 1998 À 2005

Les déclarations de Poutine sont absurdes à l'aune des faits historiques

reçu des «garanties» de son intégrité territoriale, comme le stipule le mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994. Ce document a été signé par les puissances garantes: les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Russie, aux côtés de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan (les deux derniers ont abandonné leurs petits arsenaux nucléaires hérités de l'URSS).

Les déclarations de Poutine sont absurdes à l'aune des faits historiques. Son but premier consiste de façon claire à donner à sa propre population une justification pour envahir l'Ukraine. Poutine sait que si les Russes lambda avaient le choix entre une guerre pour dominer l'Europe de l'Est, et une vie meilleure et plus prospère dans leur pays, ils préféreraient cette dernière option. Comme souvent dans l'histoire russe, le peuple est dépossédé de son avenir par ses dirigeants.

L'accession de la Russie à la puissance mondiale aux XIXe et XXe siècles a entraîné de nombreuses tragédies non seulement pour les voisins qu'elle a subjugués et graduellement absorbés, mais également pour son propre peuple. Les dirigeants actuels de la Chine, en particulier, devraient être conscients de cette histoire, compte tenu du fait que la Russie impériale a conquis davantage de territoire sur la Chine que sur quiconque.

Ce que Poutine ne semble pas réaliser, c'est que la politique de longue date de la Russie visant à dominer les peuples étrangers dans sa sphère d'influence fait que d'autres pays se concentrent sur

la manière d'échapper à la prison géopolitique du Kremlin dès qu'ils le peuvent, en s'assurant la protection de l'OTAN. L'expansion de l'alliance à l'est après 1989 témoigne de cette dynamique. L'Ukraine veut rejoindre l'OTAN non pas parce que l'OTAN a l'intention d'attaquer la Russie, mais parce que la Russie a de plus en plus démontré son intention d'attaquer l'Ukraine. Et c'est ce qui vient d'arriver.

Il est bon de rappeler que dans les années 1990, la propagande russe accusait l'Occident de tramer toutes sortes de plans malintentionnés. Aucun de ces plans n'a été réalisé à l'époque, lorsque la Russie était en mauvaise posture, parce qu'aucun projet de ce genre n'existait à l'ouest. Les accusations n'étaient que des tissus d'absurdités destinés à faire peur. Le projet impérial russe s'est toujours caractérisé par un mélange de pauvreté au niveau national, d'oppression brutale, de paranoïa lyrique et d'aspirations au rang de puissance mondiale. Et pourtant, il s'est avéré exceptionnellement résistant à la modernisation – pas seulement sous les tsars, puis sous Lénine et Staline, également sous Poutine.

Il suffit de comparer l'économie de la Russie à celle de la Chine. Ce sont tous deux des systèmes autoritaires, mais les revenus par habitant chinois ont connu une forte croissance alors que les niveaux de vie russes ont diminué. En termes historiques, Poutine ramène la Russie au XIXe siècle, à la recherche de sa grandeur passée, tandis que la Chine avance pour devenir la superpuissance déterminante du XXIe siècle. Alors que la Chine réalise une modernisation économique et technologique sans précédent, Poutine engrange les revenus de la Russie de ses exportations d'énergie dans l'armée, en dépossédant une fois encore le peuple russe de son avenir.

L'Ukraine tente d'échapper à ce cycle sans fin de pauvreté, d'oppression et d'ambition impérialiste, en s'orientant de plus en plus vers l'Europe. Une démocratie libérale de style européen efficace en Ukraine risque de mettre en péril le régime autoritaire de Poutine. Le peuple russe pourrait se poser cette question à lui-même, puis à ses dirigeants: «Pourquoi pas nous?» Poutine n'aurait aucune bonne réponse à leur donner – et il le sait très bien. C'est pour cette raison que la Russie est en Ukraine aujourd'hui. ■